COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1981 — N° 130 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

LE GROS CAPITALISTE AUDEBERT EN PRISON

C'est avec une certaine joie mauvaise que la population a accueilli la nouvelle de l'arrestation des frères Audebert dans le cadre de l'affaire du scandale de la SODEG.

De voir le puissant Audebert, celui qui par son argent intervenait dans les élections, dominait le milieu économique de la Guadeloupe, se permettait d'afficher ses opinions racistes aux mains de la police comme un petit voleur de mobylette ou de carnet de chèques, cela a réjoui la population.

On le comprend. Les gens comme Audebert qui traite des « affaires » par milliards sont toujours prêts à faire enfermer et à « serrer la vis » aux petits voleurs. Ils sont toujours prêts à traîter leurs ouvriers de « paresseux » et à leur refuser des augmentations de salaire.

Mais les véritables paresseux et parasites de la société ce sont des gens comme les Audebert. Le vol d'une bicyclette ou d'un carnet de chèques par des petits voleurs n'est rien en comparaison de ce que des gros comme Audebert extorquent. Eux, c'est des milliards qu'ils brassent !

Mais si Audebert est pris dans une affaire de scandale financier, il faut bien voir que ce n'est pas là la source principale de sa fortune. Lui comme tous les exploiteurs tirent sa richesse surtout de l'exploitation du travail des hommes. Les bénéfices réalisés par les manœuvres financières ne sont qu'un appoint.

Le véritable vol en grand et permis par la loi c'est de faire travailler des dizaines et des centaines de personnes comme employés ou ouvriers et d'empocher la plus grande partie du produit de leur travail contre un salaire qui n'en représente qu'une infime partie. Ce n'est pas poursuivi par la loi. Cela, c'est permis. Cela s'appelle l'exploitation capitaliste.

Alors, pour un ou deux Audebert, pour un directeur de société ou de banque que le pouvoir fait jeter en taule, combien d'autres poursuivent tranquillement le vol légal qu'on appelle exploitation capitaliste ! ! !

Combien de petites entreprises, de 30 à 50 employés assurent le bien-être et le luxe d'une famille de capitalistes grâce au travail de ces dizaines d'employés !

Notre société est ainsi faite que nécessairement le bonheur et le bien-être ainsi que le confort et le luxe pour quelques uns proviennent de l'esclavage salarié de l'immense majorité.

Suite p. 2

PERSPECTIVES DU FLIRT CESAIRE- MITTERRAND

Césaire chargé d'une mission officielle concernant les affaires culturelles des Antilles, par le gouvernement socialiste, le PPM publiant le texte de la déclaration de Defferre aux Corses, Defferre demandant à Moutoussamy, député du PCG de ne pas amender le texte sur la décentralisation car il y aura quelque chose de spécial pour les Antilles bientôt : voilà des manifestations de la politique nouvelle de gauche aux Antilles !

Le gouvernement français a apparemment l'intention de faire quelques modifications de la forme administrative afin de donner, au moins en partie, satisfaction à ceux qui constituent la fraction modérée du nationalisme antillais.

Tous ceux-là sont effectivement bien représentés par Césaire. Car ni le PCG, ni le PCM ne vont plus loin que Césaire dans cette voie là. Le PCG et le PCM sont des partis autonomistes modérés qui de toute façon n'envisagent pas de bouleversement social, ni de révolution aux Antilles.

Césaire a pris l'avantage sur eux d'être en relation directe avec le nouveau pouvoir. Celui-ci lui rend le service de le considérer aux Antilles comme l'interlocuteur privilégié.

Toutes les mises en scène actuelles entre Césaire et le pouvoir sont destinées à préparer sans bruit un changement de statut purement limité à une transformation administrative.

Et le PPM et Césaire, par nature, ne peuvent pas vouloir autre chose. Un parti de notables d'une petite-bourgeoisie martiniquaise qui bénéficie d'importants privilèges sociaux et économiques tout colonisés qu'ils soient, ne peut pas vouloir une révolution, même au nom du nationalisme, si le gouvernement lui offre plus de place à la direction des affaires des Antilles.

Créer un « exécutif local » dans un statut plus ou moins d'autonomie de la région Antilles-Guyane ou des régions Martinique, Guadeloupe et Guyane, cela peut-être finalement envisagé par le pouvoir.

Defferre parle de mener des « consultations » des partis antillais sur place. Ce qu'il pourrait rechercher, c'est l'assurance que ces partis sont prêts à rester dans un cadre autonome sans pousser à l'indépendance.

Il n'aura pas de mal à avoir une telle assurance, puisque c'est la position profonde des partis de gauche communistes et progressistes.

Dans une telle affaire, les intérêts des couches les plus aisées de la petite-bourgeoisie seront respectées tant que l'état français leur assurera un haut niveau de vie par le maintient des avantages dont bénéficie déjà cette couche sociale.

Ce sont les ouvriers et les paysans pauvres, les jeunes chômeurs d'origine populaire-pauvre, qui eux ne trouveront pas leur compte dans un simple changement d'apparence politique du « département ».

Au fait d'être colonisés, s'ajoute pour eux le fait d'être exploités, laissés pour compte, chômeurs miséreux etc...

Dans un pays où les privilèges, la richesse et l'aisance sont à côté d'eux, c'est particulièrement odieux, et insupportable d'être dans la misère.

Les pauvres, les ouvriers, les chômeurs, toute la jeunesse inactive, pourront alors vouloir autre chose que les grands partis. Car ceux-ci ne prendront pas en charge leurs revendications.

Suite P. 2

ELECTIONS DE GRAND- BOURG : PAS DE GENDARMES : ETZOL BATTU !



Juin 80 à Grand-Bourg - les gendarmes face à la population. Etzol était maintenu envers et contre tout.

Les élections municipales partielles de Grand-Bourg de Marie-Galante ont donc consacré la victoire de la liste conduite par Jean Girard sur celle de Etzol, maire adjoint.

La première a recueilli 1390 voix et la seconde 900. L'écart semble donc important puisque il avoisine les 500, 490 exactement.

Il semble que d'une part une grande fraction de l'électorat de cette commune ait voulu sanctionner Etzol, ses magouilles et son attitude générale de petit potentat de Marie-Galante soutenu par la droite giscardienne depuis plusieurs années. D'autre part une grande fraction de la jeunesse s'est sans doute mieux reconnue en Girard, un jeune de 34 ans et nouveau venu sur la scène politique.

On se souvient aussi des évènements qui avaient marqué Marie-Galante et toute la Guadeloupe il y a un peu plus d'un an où lors des élections cantonales partielles à Grand-Bourg, le sous-préfet Renard s'était vu rossé par des jeunes qui lui avaient fait rentrer son arrogance dans la gorge. Des escadrons de gardes mobiles étaient intervenus pour arrêter des partisans de Girard. Une véritable émeute avait éclaté opposant gardes mobiles et population lorsque le propre beau-frère de Girard avait été emmené par les gendarmes pour être emprisonné en Guadeloupe. Un procès retentissant s'en était suivi.

En votant Girard, bon nombre de jeunes et aussi de moins jeunes ont donc voté pour la victime de l'injustice et de l'arbitraire des mois de mai à septembre 1980.

Mais force est de constater aussi que cette fois, contrairement à la « tradition », il n'y avait ni gendarmes, ni CRS, ni hélicoptères et avions militaires à Marie-Galante et que l'absence des « forces de l'ordre » a permis à l'ordre d'être maintenu....

La population n'avait en face d'elle ni hommes armés, ni représentants arrogants de l'administration...

Faut-il croire que cela aura suffi pour que Etzol ne soit par réélu ?
Un Etzol qui, bien que contesté d'élection en élection n'en demeurait pas moins maire et conseiller général.

LE PCM INQUIET DE LA POLITIQUE MENÉE PAR CÉSAIRE... S'EN TIENT A LA PROTESTATION... !

Dans l'éditorial du dernier numéro de « justice » (n°34) le secrétaire général du Parti Communiste Martiniquais, Armand Nicolas, critique l'attitude des Martiniquais qui hier, attendaient « Sur papa De Gaulle ou sur papa Giscard » et qui aujourd'hui attendent sur « papa Mitterrand » pour résoudre nos problèmes, pour donner et distribuer. Il ajoute même : « C'est une attitude d'enfants au biberon. Il est temps d'être des adultes ».

Puis Armand Nicolas dresse une liste des conditions qui sont à son avis nécessaires pour qu'un réel changement ait lieu en Martinique : 1°) « mettre fin à la domination des békés, maîtres réels de notre pays », 2°) Mettre fin à la politique au service des monopoles français et européens », 3°) « se débarrasser des politiciens RPR-Giscardiens encore maîtres des pouvoirs locaux, et qui s'arrangeront pour saboter, pour empêcher le changement ». et il conclut : « si ces conditions ne sont pas remplies, il n'y aura pas de changement en faveur de notre peuple ».

Il est effectivement nécessaire de s'en prendre aux biens des capitalistes et des gros propriétaires fonciers : seuls de telles mesures permettront une amélioration réelle de la vie des travailleurs et de la masse de la population pauvre. Mais la question qui se pose est de savoir par quels moyens de tels changements peuvent être réalisés ?

Nous pensons quant à nous que seules les masses peuvent se charger de mettre fin à la domination des capitalistes békés et des sociétés de monopole. C'est par leur action, par leur mobilisation qu'elles contraindront les riches et les exploiteurs à céder la place.

Armand Nicolas déclare que ce sont les Martiniquais eux-mêmes qui doivent régler les problèmes de leur pays.

Mais les Martiniquais dont il parle, ce ne sont qu'une minorité de gens qu'il définit comme des « Martiniquais désintéressés, dévoués à la collectivité ».

Pour notre part nous pensons qu'il n'est pas possible de transformer la Martinique (ni la Guadeloupe) sans un profond mouvement social révolutionnaire. Un tel mouvement se donnera pour but de mettre fin à la main-mise d'une minorité de gros propriétaires terriens et de gros négociants sur les ressources du pays, et de bâtir une société sans oppression, sans exploitation, sans riches ni pauvres.

C'est l'initiative révolutionnaire et l'action propre des masses en mouvement qui permettra de transformer les conditions de vie sur les plans économique et culturel.

Nous pensons que c'est à ce mouvement qu'il faut appeler les travailleurs et pas seulement les membres des partis et des états-majors politiques.

Les « réflexions », les « recherches » ou les « plans » les plus savants ne pourront pas remplacer les initiatives des masses en lutte.

Le ton du texte de Armand Nicolas plus « national » que les déclarations du PPM s'explique par les circonstances politiques actuelles.

En effet, le gouvernement socialiste de Mitterrand a décidé de faire de Césaire son interlocuteur privilégié.

Le PPM est dans les coulisses du pouvoir. Le PCM ne tient pas à se laisser mettre de côté au cours du « dialogue » mené par Césaire. Le PCM ne veut pas être isolé et mis devant le fait accompli de décisions mises sur pied entre Césaire et les socialistes français au gouvernement.

Mais le PCM n'est pas non plus prêt à faire réellement appel aux masses, aux couches les plus pauvres et les plus révoltées par la misère de notre peuple pour contrer les manœuvres de Césaire, des Defferre et Cie...

Le PCM a plutôt choisi de protester mais platoniquement. C'est-à-dire....sans rien faire qui puisse réellement entraver la politique actuelle de Césaire et du PPM.

PERSPECTIVES DU FLIRT CESAIRE-MITTERRAND

SUITE DE LA P. 1



Césaire et Mitterrand

Les tractations entre socialistes au pouvoir en France et Césaire qui domine la scène politique en Martinique, peuvent bien aboutir à des changements politiques limités qui satisferont sans doute la fraction la plus aisée de la population, pour les pauvres cela ne changera rien.

Cela ne sera ni mieux, ni plus mal.

Les pauvres doivent savoir que ce n'est pas ce moyen là, celui qu'offrent les grands partis officiels, celui des tractations entre états-majors politiques, qui changera leur sort.

Pour changer leur sort ils doivent se montrer capables de faire leur propre politique à leur façon qui consiste d'abord à s'occuper eux-mêmes de leurs propres revendications et de changer eux-mêmes ce qu'ils veulent changer.

S'ils en sont capables, ils feront alors autre chose que le simple replatrage politique dont les chefs du PPM et des autres grands partis sont prêts à se contenter. Les travailleurs eux ne s'amuseront pas du hochet d'une « nouvelle assemblée » ou d'un soi-disant centre de décision autonome qui ne pourra rien décider du tout de fondamental.

Ils se donneront pour but de transformer la société antillaise en s'en prenant d'abord aux richesses des capitalistes et en mettant à la disposition de la population tous les moyens économiques et intellectuels de nos pays.

G.R.

DANS LE « QUID 81 » : LE COUT DES NÈGRES (Information Caraïbes).

Le guide annuel QUID 81 comporte un chapitre « Faites ce test : sauriez-vous répondre » où figure une question : Que nous coûtent les Départements d'Outre-mer ? La réponse :

« En 1980, 12 millions de F (9 000 F par habitant, soit environ 36 000 F par famille). « Le taux de couverture des importations ne dépasse pas 30 % pour la Martinique, 23 % pour la Réunion, 20 % pour la Guadeloupe et 5 % pour la Guyane. Tous ne subsistent donc que grâce à la métropole. Les subventions sont pour l'essentiel perçues par les 120 000 fonctionnaires, mieux payés qu'en France (pour tenir compte d'un coût de la vie plus élevé)... On a d'abord mieux payé les fonctionnaires métropolitains en poste outremer ; puis par souci d'égalité, les fonctionnaires indigènes ont vu leur traitement relevé à parité. Maintenant, les fonctionnaires originaires d'outre-mer travaillant en métropole (plus de 30 000) réclament les mêmes traitements que leurs collègues des DOM. Environ 400 000 Noirs originaires des DOM habitent la France ; compte tenu de leur taux de fécondité, ils pourraient être entre 1,5 et 2 millions en l'an 2000 ».

Tous les faits énumérés ne sont pas faux, mais les inexactitudes foisonnent pour étayer le parti-pris évident de cartiérisme et de racisme. Les chiffres sont extraits du livre de Philippe De Baleine, rédacteur en chef de Paris-Match : Les Danseuses de la France (cf I. CAR n.292 du 21/2/79), notamment des pages 50 et 123.

Pour être fidèle à l'inspiration de ce « morceau », dans un ouvrage de référence tel que QUID, il eût fallut parler carrément de Nègres dont le coût devient excessif ! On cherche en vain la question : Que nous coûte la Saône-et-Loire ? ou Que nous coûtent les Pyrénées Orientales ?

Suggestion à QUID : quel est le prix de revient réel du Nègre qui touche un SMIC inférieur de 20 % à celui de la métropole (quand il peut travailler) alors que les agents de l'état perçoivent une prime de vie chère ?

Information Caraïbe

LES MILITANTS PRÉSUMÉS DU GLA TOUJOURS POURSUIVIS

Jean-Claude Mado, Luc Reinette et Renée Elise n'ont été que « partiellement amnistiés » contrairement à ce qu'on pouvait croire. Seuls, parmi les membres réels ou supposés du GLA, Guy Jean-Baptiste et Alain Gamby ont été amnistiés totalement.

Les trois premiers viennent d'être placés sous contrôle judiciaire par le juge Samuel du tribunal de Pointe-à-Pitre, auquel le dossier judiciaire des inculpés vient d'être remis par les juges de la Cour de Sureté de l'Etat de Paris.

Il est fort possible que ces militants soient donc traduits en justice sous peu. Il s'agira donc de protester contre ces poursuites judiciaires d'autant plus iniques qu'elles ne surgissent qu'après une très large amnistie...

D'ores et déjà nous affirmons une fois de plus notre soutien à ces militants face à la répression coloniale.

ECHOS DE LA FEUILLE « ECHO DE LA CAISSE » PUBLIEE A LA SECURITE SOCIALE DE FORT DE FRANCE.

ROND-POINT : L'HOMMAGE DU DIRECTEUR A PLAVONIL : I PA KA PASSÉ !

L'hypocrisie de ceux qui nous commandent est vraiment sans scrupules.

On connaissait déjà le cirque des différentes médailles de travail. Mais voilà que l'on découvre un tout autre genre : « l'acrostiche affectif du directeur », le cœur brisé, ému de voir partir un si « grand homme » qui lui laissera bien des regrets.

Voilà donc, notre collègue adulé, choyé, encensé au moment même ou il quitte la Caisse pour la retraite.

C'est si facile !

Alors que pour lui durant ces longues années passées à la Caisse, il fut tout au contraire sanctionné, brimé et mal noté puisqu'il fut syndicaliste.

Mais c'est là une toute autre histoire que l'on ne retrouve point dans les vers du directeur poète..

Que l'on ne se trompe pas, notre directeur nous a offert certes une page de poésie, mais celle-là relève bien évidemment de la fable !

DESCLIEUX : INFLATION DE CADRES.

S'il y a une politique qui réussit bien au Secrétaire général, c'est bien celle qui consiste à créer un peu partout des postes d'agent de direction et de cadre de service.

C'est ainsi, que certains services ont été créés de toute pièce. On y trouve des cadres qui encadrent des cadres, et même des cadres qui n'encadrent rien du tout.

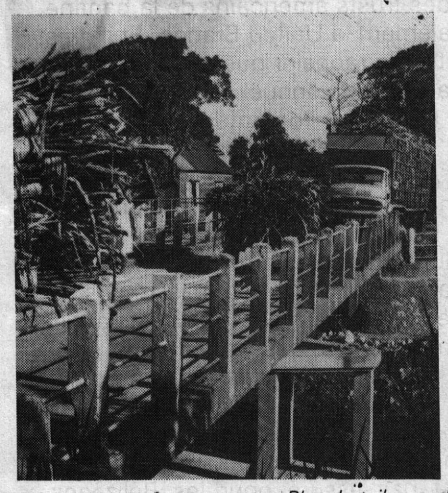
Il nous faudra désormais croire que cela cadre bien avec les idées du Secrétaire général !

SUITE DE L'ÉDITORIAL

Le pouvoir, même de gauche, peut bien jeter en prison quelques « gros » qui se sont laissés aller trop loin dans le tripatouillage financier, cela ne changera rien au fait que l'exploitation continue spoliant et expropriant légalement la majorité des travailleurs de ce qu'ils produisent.

Et même dans le domaine de la lutte contre la corruption et contre les malversations des capitalistes, le gouvernement ne peut pas aller bien loin non plus. Car cette corruption et ces trafics en tous genres sont liés au système capitaliste lui-même.

BEAUPORT FACE Á LA MENACE DE FERMETURE : LES TRAVAILLEURS PEUVENT SE PREPARER Á SE PAYER SUR LE CAPITAL !



Manifestation des paysans c Blanchet il y a deux ans. Aujourd'hui ceux de Beau ort peuvent aller plus loin.

Face à l'attitude des patrons de l'usine Beauport qui n'ont pas entrepris en temps utile les travaux d'entretien et de réfection nécessaires pour le démarrage de la prochaine récolte, les ouvriers de l'usine n'ont pas été dupes.

Ils ont dès le début compris la menace de fermeture et fait part de leurs inquiétudes aux conseillers généraux dans un télégramme.

Ceci dit, ils n'en sont pas restés là et entendent réagir en attendant l'ouverture de la prochaine récolte.

Ils ont décidé de se préoccuper eux-mêmes des travaux d'entretien et des réparations à effectuer.

Une telle attitude traduit bien que les travailleurs de l'usine Beauport ne s'avouent pas battus d'avance, n'acceptent pas de se voir mettre à la rue. Bien au contraire, ils se déclarent prêts à faire fonctionner l'usine eux-mêmes, si les capitalistes ferment.

Les travailleurs se montrent méfiants et très sceptiques vis-à-vi des difficultés financières dont parle l irection. Ils se posent des questions sui les quatre milliards de centimes reçus pour les 5094 ha de terres vendues à la SAFER en 1980, sur les subventions données par l'état. Ils ont raison d'être méfiants. Depuis de nombreuses années déjà les capitalistes des usines à sucre estiment que les profits ne rentrent pas assez facilement. Ils estiment que la canne n'est plus rentable et l'un après l'autre ils attendent le meilleur moment pour retirer les capitaux des usines à sucre de façon à les injecter dans les secteurs de plus grande rentabilité.

Et cela quelles que soient les tractations juteuses qu'ils parviennent à faire jusqu'à la dernière minute pour augmenter leur capital.

Alors oui, les travailleurs de l'usine Beauport ont bien des raisons de se méfier des agissements des directeurs de l'usine et de se préparer à prendre les dispositions nécessaires pour ne pas en faire les frais.

Si les capitalistes ferment les usines, les travailleurs ne sont pas sans possibilités. Ils peuvent certes faire tourner l'usine et se payer sur la vente du sucre. Ils peuvent aussi se répartir les terres qui restent à l'usine et décider de planter des cultures vivrières, des légumes, etc...

Alors que les élus, les différents organismes économiques régionaux ne cessent de demander qu'il y ait une « diversification » des cultures, ce serait bien le moment pour les ouvriers de prendre les terres et d'y planter de quoi nourrir leurs familles et plus, d'écouler le surplus de ces produits sur les marchés. L'usine Beauport possède une grande quantité de matériel roulant : tracteurs et autres machines que les ouvriers pourraient aussi se répartir et utiliser pour leurs cultures et toute une partie des locaux pourrait être transformée en lieux de stockage pour les produits vivriers.

Non ! les travailleurs ne sont pas démunis de possibilités. L'usine leur appartient avec son matériel et ses terres. Ils les ont gagnés à la sueur de leur front.

Les patrons eux veulent se dégager du secteur sucrier, mais ont déjà amassé des fortunes immenses en France ou en Suisse.

Les travailleurs eux peuvent refuser d'être les seules victimes de la décision d'une poignée de capitalistes et d'actionnaires d'arrêter l'usine.

Les travailleurs de Beauport ont montré lors de leur lutte contre le licenciement de 13 d'entre eux en 1977 qu'ils ne se contenteraient pas d'écouter les sirènes de ceux qui préchaient l'attente et la mollesse. Ils avaient lutté avec vigueur et obligé les patrons à reprendre les licenciés.

De même aujourd'hui, s'ils le veulent vraiment, ils pourront refuser de faire les frais des décisions des capitalistes, refuser d'être jetés à la rue par surprise et les mains vides en se payant sur le capital, en se répartissant l'usine, le matériel et les terres.

M.T.

GROSSE-MONTAGNE SUCCÈS DE LA LUTTE DES OUVRIERS

Le mercredi 16 septembre les travailleurs de Grosse-Montagne rentraient en grève pour exiger le paiement des indemnités dues par la direction au titre du repos compensatoire depuis la parution de la loi, il y a plusieurs années.

En maintes occasions les ouvriers de Grosse-Montagne avaient réclamé ces indemnités à la direction qui chaque fois leur opposait une fin de non-recevoir.

C'est donc las de se voir tournés en dérision par les patrons que ceux de cette usine décidaient le mercredi 16, de se mettre en grève illimitée jusqu'à satisfaction, à savoir, paiement de 4000 frs d'indemnité à tous.

Face à cela les dirigeants de Grosse-Montagne rétorquèrent qu'ils n'étaient pas en mesure de satisfaire une telle revendication et proposèrent en compensation des jours de congés supplémentaires.

Plusieurs négociations eurent lieu mettant toujours face à face les représentants des ouvriers et ceux de la direction, le directeur, M. Saudemon et le sous-directeur, M. Germètre. Aucune d'entre ces négociations ne déboucha sur rien, les deux parties restant fermement sur leur position respective. Et il en fut ainsi du Mercredi 16 au vendredi 18 septembre.

A plusieurs de ces réunions participa l'inspecteur du travail. C'est en sa présence que le vendredi 18, après un nouvel échec des négociations, le directeur Saudemont proposa une nouvelle rencontre le lundi 20 septembre dans l'après-midi.

Ce jour-là Saudemont lui-même ne vint pas, mais se fit remplacer par le sous-directeur. C'est un fait qui éveilla le soupçon des travailleurs et les renforça dans la conviction que les patrons avaient l'intention de les traîner de réunions en réunions dans le but de les fatiguer.

Les ouvriers s'organisèrent donc pour passer la nuit dans le bureau où se tenaient les réunions. Et bien évidemment en compagnie de Germètre le sous-directeur.

Vers 0 heure 30 ils reçurent la visite des gendarmes qui, mandatés par le préfet vinrent leur proposer qu'une délégation de 3 travailleurs aille discuter chez lui avec M. Simonet. A l'unanimité cette proposition des gendarmes fut repoussée et les ouvriers demandèrent que Simonnet vienne jusqu'à eux s'il voulait vraiment discuter. C'est alors que les gendarmes allèrent le trouver de nouveau et le ramenèrent vers 1 h30 dans les locaux de l'usine.

Une courte discussion s'engagea qui ne donna pas grand chose et un nouveau rendez-vous fut pris pour le lendemain mardi dans les locaux de l'inspection du travail.

Simonnet lui-même n'y alla pas mais se fit présenter par le délégué central des patrons. D'entrée, les travailleurs réaffirmèrent leur position : 4000 frs pour tous et en plus le paiement des 6 jours de grève.

A cela le délégué des patrons répondit qu'il n'était pas dans les moyens des patrons de l'usine d'accorder une telle somme à chaque travailleur mais ne fit aucune proposition.

Cette première réunion ne vit rien sortir qui pût satisfaire ceux de Grosse-Montagne. Une deuxième, puis une troisième réunion furent également sans résultat.



Les travailleurs de Grosse-Montagne

Le mercredi 23 dans la matinée les deux parties se retrouvèrent à l'inspection du travail. Les représentants patronaux avaient mis à profit la nuit pour changer un peu d'avis. Ils étaient d'accord pour donner 3500 frs au lieu des 4000 frs réclamés mais en trois versements, en Octobre, Novembre et au cours de la campagne. Les délégués ouvriers acceptèrent les 3500 frs mais en deux versements 2000 frs en novembre et 1500 frs dès l'ouverture de la campagne, de plus ils maintenaient la revendication : paiement des jours de grève.

Face à la détermination des travailleurs le délégué patronal après consultation téléphonique avec Simonnet finit par céder.

Ceux de Grosse-Montagne viennent de remporter une nouvelle victoire et cela grâce à leur grande combativité et à leur résolution dans la lutte. C'est là un exemple pour l'ensemble des ouvriers.

GUADELOUPE INDUSTRIE LAITIERE : AUX PATRONS DES SOUS, AUX TRAVAILLEURS CHÔMAGE ET PRIVATION DE SALAIRE.

Les locaux de l'entreprise « Guadeloupe industrie laitière » (GIL) à Port-Louis ont brulé lors des dernières vacances. Cet incendie dont l'origine n'a jusqu'à présent pas été déterminée ne manque pas d'avoir de fâcheuses conséquences pour les quelques dizaines d'ouvriers et d'employés qui y travaillent.

C'est ainsi qu'ils ont récemment appris que les dirigeants de l'entreprise ne pourraient plus les payer et auraient même l'intention de les licencier tous.

Voilà quel sort réservent les patrons de la GIL aux pères et mères de famille qui depuis des années s'échinent à leur suer profits et bénéfices.

Dans le même temps ces messieurs s'apprêtent à toucher, si ce n'est déjà fait, des primes d'assurance et des subventions élevées du gouvernement soi-disant pour préserver l'emploi.

Qui serait assez naïf pour croire qu'une entreprise comme la GIL n'était pas assurée contre toutes sortes de risques et notamment contre l'incendie ? Du reste il est tellement certain que les dirigeants percevront des primes qu'ils annoncent déjà leur intention de créer deux autres entreprises en remplacement de celle de Port-Louis. Mais dans le même temps tout ce que ces derniers proposent aux travailleurs c'est de ne plus les payer et mieux, de les licencier dans un avenir proche.

De plus ce sont 1400 litres de lait que les patrons jettent chaque matin sous-prétexte que la fabrication de yaourts est en ce moment arrêtée.

Menace de licenciement pour les travailleurs, gaspillage scandaleux du lait, alors que de nombreuses familles en sont privées, voilà les deux faces de l'entreprise capitaliste que nous livre ce qui se passe aujourd'hui à la GIL.

Mais les travailleurs auraient bien tort de se laisser faire sans réagir. Il leur est possible, s'ils le veulent, de récupérer le lait ainsi jeté et de le vendre même à bas prix pour se payer.

J.I.

RENTRÉE SCOLAIRE : LES PARENTS SE FACHENT.

C'est le 29 septembre que les élèves de Guadeloupe et Martinique reprendront le chemin de l'école.

Si pour la grande majorité de ces élèves c'est une véritable joie, celle en particulier de retrouver les camarades et de se raconter les exploits des vacances, pour les parents c'est à la fois l'angoisse et la colère.

Angoisse et colère face aux prix des livres et du matériel scolaires.

En effet, les prix des livres et du matériel scolaire ont subi des hausses considérables depuis la dernière année scolaire.

L'augmentation des prix est telle que les Fédérations des parents d'élèves de Guadeloupe et de Martinique se sont adressées au gouvernement pour lui demander de déclencher une enquête dans les différentes librairies afin de mettre un terme à ce qu'elles appellent le scandale des prix des fournitures scolaires.

De leur côté des syndicats enseignants en particulier ceux de la FEN ont décidé de soutenir les parents et invitent les maîtres à ne pas exiger le matériel dès la rentrée aux élèves.

Ces différentes démarches et prises de position montrent que du côté des parents la coupe est pleine, et l'on comprend aisément qu'ils n'aient point envie de se laisser vider leur porte-monnaie sans broncher. Et qu'ils se donnent des moyens d'agir c'est chose plus que normale, surtout lorsque parmi eux il y a beaucoup de chômeurs, de travailleurs saisonniers, ceux de la canne et de la banane en particulier et une grande majorité à percevoir le SMIC qui leur permet à peine de se nourrir.

Alors oui les parents ont raison de protester et de tâcher de se faire entendre.

Pour l'instant c'est du gouvernement qu'ils attendent des mesures favorables. Mais en attendant la réponse du gouvernement les parents peuvent eux-mêmes agir, contester les prix proposés par les libraires, faire jouer la concurrence entre eux et s'ils sont suffisamment nombreux se servir gratuitement en invitant les libraires à envoyer leur note au gouvernement qui paiera. Ne répète-t-on pas à qui veut l'entendre que l'enseignement public est libre et gratuit ?

L'INDÉPENDANCE DE BÉLIZE

C'est le dimanche 20 septembre à minuit qu'a été proclamée l'indépendance de l'ancienne colonie anglaise de Belize. Ce territoire de 23 000 km² et peuplé de 150 000 habitants est situé en Amérique centrale et donne sur la mer Caraïbe avec comme unique pays frontière le Guatémala.

Un nouveau territoire qui accède donc à l'indépendance, avec cette particularité que ce nouvel état « indépendant » voit son existence contestée par le pays voisin, le Guatémala.

En effet, le Guatémala revendique le territoire du nouvel état, d'autant plus violemment que son sous-sol semble recéler du pétrole ce qui ferait bien l'affaire du Guatémala, pays extrêmement pauvre, sans grandes ressources. Et c'est l'existence de ces menaces qui explique entre autres choses que la Grande-Bretagne y a conservé une force militaire pour « protéger » Belize contre une éventuelle invasion guatémaltèque.

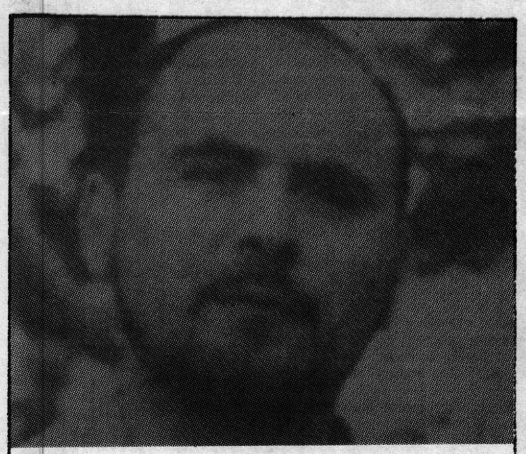
Voilà donc un « état indépendant » qui naît dans des conditions bien difficiles, et dont l'existence n'est même pas assurée, et qui de toutes façons ne pourrait voir son existence garantie qu'aux prix de grandes privations pour la population qui n'a aucune envie de se voir intégrée aux 5 millions et demi de Guatémaltèques dont le niveau de vie est encore bien plus bas que celui des Bélizéens, Guatémaltèques qui subissent un gouvernement militaire dictatorial faisant la chasse aux syndicalistes et aux militants opposés à la dictature.

Et on comprend fort bien les sentiments des Bélizéens qui ne veulent pas rejoindre un pays qui est pratiquement la propriété privée des trusts américains de la banane, principalement la United Brands. Et il n'est pas inutile de rappeler que c'est cette dernière, autrefois connue sous le nom de United Fruit, qui fomenta en 1953 un coup d'état militaire contre le régime du colonel Arbenz, président de la République qui s'en était pris à ses immenses propriétés au Guatémala. Depuis cette date, il règne au Guatémala une espèce de guerre civile larvée, et il ne se passe pas de semaine que l'armée et les bandes d'extrême-droite n'assassinent des dizaines de travailleurs et des militants politiques et syndicaux de gauche.

Mais force est de constater que même avec l'appui de l'armée britannique, l'avenir n'est pas assuré pour les Bélizéens. Mais n'est-ce pas logique dans le système colonial, où la puissance colonisatrice après avoir pillé le pays colonisé comme ce fut le cas pendant 3 siècles pour Bélize, dont le bois était réputé, après cela le colonisateur s'en va laissant le pays colonisé aux prises avec d'énormes difficultés !

J.B.

NOUVELLE CALÉDONIE : UN DIRIGEANT INDÉPENDANTISTE ASSASSINÉ LA POPULATION MANIFESTE.



Pierre Declercq, secrétaire de l'Union calédonienne assassiné.

Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union Calédonienne (principal mouvement indépendantiste) a été assassiné samedi 19 dans la soirée.

Ce meurtre a provoqué un profond mécontentement dans le pays. 3000 personnes ont participé à l'enterrement du leader indépendantiste. Plusieurs manifestations regroupant même des hommes armés ont eu lieu (défilés, barrages de routes...) Le tour cycliste auquel participent des Guadeloupéens a été annulé du fait des évènements.

Le gouvernement français et les responsables politiques de Nouvelle Calédonie craignent des incidents violents. Des renforts militaires doivent arriver sur place.

Il n'est pas surprenant que le secrétaire d'état aux DOM TOM, Henry Emmanuelli ait interrompu sa visite en Guadeloupe pour regagner rapidement Paris. Le gouvernement français a des raisons d'être inquiét car une fraction importante de la population soutient les indépendantistes.

En 1979, lors des élections pour le renouvellement de l'assemblée territoriale, 35 % de la population avait voté pour les indépendantistes. Ceux-ci avaient gagné la majorité des sièges, le mécontentement contre la présence française s'est déjà manifesté plusieurs fois.

Depuis quelques années les mouvements indépendantistes organisent des manifestations anti-colonialistes lors de l'anniversaire du rattachement de la Nouvelle Calédonie à la France. Au cours du voyage de Paul Dijoud en 1978 cinq gardes mobiles du cortège furent blessés par balles lors d'une manifestation organisée par les indépendantistes. En 1979 de violents incidents ont eu lieu à Nouméa à la suite de mouvements de protestation contre le déplacement de deux instituteurs indépendantistes et le licenciement de six maîtres auxiliaires qui ont été remplacés par des titulaires métropolitains.

Le gouvernement français, usant de la force n'a pu jusqu'ici étouffer le mouvement indépendantiste. Si celui-ci gagne des couches de plus en plus larges c'est que le mécontentement grandit contre l'injustice raciale qui règne en Nouvelle Calédonie. 40 % de Blancs contrôlent toutes les richesses, en particulier les mines de nickel, et occupent les postes les plus élevés. Ce sont les blancs et les colons qui possèdent aussi toutes les terres. La population de couleur, Canaque, est victime du chômage et des injustices les plus criantes. Les Blancs ont tous les privilèges.

Le mouvement indépendantiste constitue une menace contre tous ces privilèges et les intérêts des capitalistes français. Ce ne sont ni la repression ni le meurtre d'un opposant politique qui pourront l'arrêter.

ETATS-UNIS : LA MANIFESTATION DU 19 SEPTEMBRE TÉMOIGNAGE DU MÉCONTENTEMENT DES TRAVAILLEURS

Plus de 250 000 travailleurs américains ont participé, à l'appel notamment du syndicat AFL-CIO, à la marche dans Washington le samedi 19 pour protester contre la politique économique du président américain Ronald Reagan et pour affirmer leur soutien aux contrôleurs du trafic aérien en grève depuis 2 mois et que l'administration Reagan vient de licencier.

Cette manifestation appelée par le syndicat « Solidarity day » (journée de solidarité) apparaît donc comme une victoire pour les initiateurs.

Mais c'est surtout le témoignage du mécontentement qui règne au sein de la classe ouvrière américaine. Pour en prendre conscience, il suffit de savoir que c'est la première fois depuis la période de l'après-guerre mondiale (entre 1945 et 1948) que les syndicats appellent les travailleurs à manifester en masse contre la politique gouvernementale.

Car depuis la réélection de Reagan il y a 10 mois, la crise s'est fait sentir encore plus durement dans les milieux ouvriers. Au chômage important (il y aurait environ 8 millions de chômeurs aux Etats Unis) et à l'inflation que l'administration Reagan malgré ses promesses et bien incapable de maîtriser, s'est ajoutée une attaque en règle contre le système de protection sociale des travailleurs, des retraités, des femmes et des chômeurs.

En effet, dès les débuts de sa prise de fonction Reagan a coupé les crédits publics pour la protection de la population et a réservé l'essentiel du budjet aux dépenses militaires, ce qui assure des revenus considérables aux capitalistes de l'armement.

Par ailleurs, pour ceux qui travaillent, ce sont les diminutions de salaire, sous prétexte que la crise empêche les sociétés de faire des profits. C'est ainsi que les travailleurs de Chrysler dans l'automobile, ceux du caoutchouc ou ceux de la compagnie d'aviation PAN AM ont vu leurs salaires diminuer l'an dernier. Et l'état a donné le bon exemple aux capitalistes en refusant d'augmenter les salaires des contrôleurs du trafic aérien, puis en licenciant les 2/3 d'entre eux qui avaient osé faire la grève.

C'est cette opposition cynique et brutale que les travailleurs américains trouvent en face d'eux et cela suffit amplement à expliquer leur mécontentement. Et c'est cela qui explique sans doute que les syndicats américains si fortement bureaucratisés et si ouvertement soumis aux gros capitalistes aient décidé de faire un geste en organisant la manifestation du 19 septembre.

Certes, il faudra bien plus qu'une manifestation pour faire reculer les bourgeois américains. Mais celle du 19 septembre augure bien de l'avenir si les travailleurs décident de se battre pour ne pas faire les frais de la crise.

J.B.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728